

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

Charles-Julien Giraud
Benjamin Quévat

**Département de la
conjoncture**

Jusqu'en 2000, les économies française et italienne progressaient à des rythmes très proches, dans les phases de croissance comme dans celles de crise. Depuis, l'écart entre l'activité des deux pays augmente chaque année en faveur de la France. Cet écart se creuse alors que la France et l'Italie restent deux pays très comparables : ils sont limitrophes, de taille et de population voisines. Ces économies utilisent la même monnaie, présentent une structure de l'offre comme de la demande très proches, sont intégrées dans un même marché commun et partagent le même modèle social.

L'écart de croissance annuelle moyenne depuis 2000 est de 1,0 point de PIB et ce décrochage est commun à quasiment toutes les branches d'activité. Une partie de cet écart provient du décalage conjoncturel lié à la crise des dettes souveraines, dont l'impact a été nettement plus puissant et durable en Italie. En dehors de cet effet, la différence de croissance potentielle entre la France et l'Italie reste de 0,8 point par an.

Plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer cet écart. La dynamique démographique italienne, caractérisée par un vieillissement plus rapide et une fécondité plus faible, y contribue pour 0,2 point en moyenne sur la période.

Une part de l'écart peut aussi résulter de différences de mesure. Les méthodes choisies par les comptes nationaux français et italiens divergent parfois. C'est notamment le cas du partage volume-prix de certains postes de la consommation ou de l'investissement, que ce soit pour des biens d'équipement ou pour des services (loyers, téléphonie, logiciels et bases de données). Au total, environ 0,2 point de PIB serait attribuable à ces différences de méthodes.

Corrigé de ces différences de mesure et de l'effet de la démographie, l'écart de croissance potentielle se réduirait à 0,4 point de PIB en moyenne par an, ce qui reste important. L'absence totale de gains de productivité en Italie est très surprenante. Dans certaines branches, comme les services aux entreprises, la productivité italienne est ainsi en fort et constant recul depuis 2000. Les arguments listés dans la littérature (taux de recherche-développement, qualification de la population active, organisation institutionnelle, structure de l'actionnariat, inégalités régionales) ne semblent pas en mesure d'expliquer l'ampleur du décrochage, à la fois dans le temps – depuis 2000 – et dans l'espace – par rapport à tous ses voisins européens et singulièrement la France.

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

L'Italie et la France, deux pays aux structures économiques proches mais aux trajectoires divergentes depuis 2000

Deux économies aux trajectoires très proches jusqu'en 2000...

L'Italie est un pays très comparable à la France : développement historique parallèle, pays voisins et membres fondateurs de l'Union européenne puis de la zone euro, populations de tailles équivalentes, culture latine. Ainsi, de l'après-guerre à la création de la zone euro, les deux pays ont suivi des trajectoires économiques très semblables : une phase de rattrapage intense quasiment sans épisode cyclique de 1950 à 1973 (+5,2 % de croissance annuelle moyenne en France contre +5,3 % en Italie), suivie d'une période de croissance environ deux fois plus faible entre 1974 et 2000 (+2,4 % en moyenne par an pour les deux pays) alternant des phases de ralentissement, voire de récession (1974, 1979-1981, 1993) et des phases d'expansion communes aux deux pays.

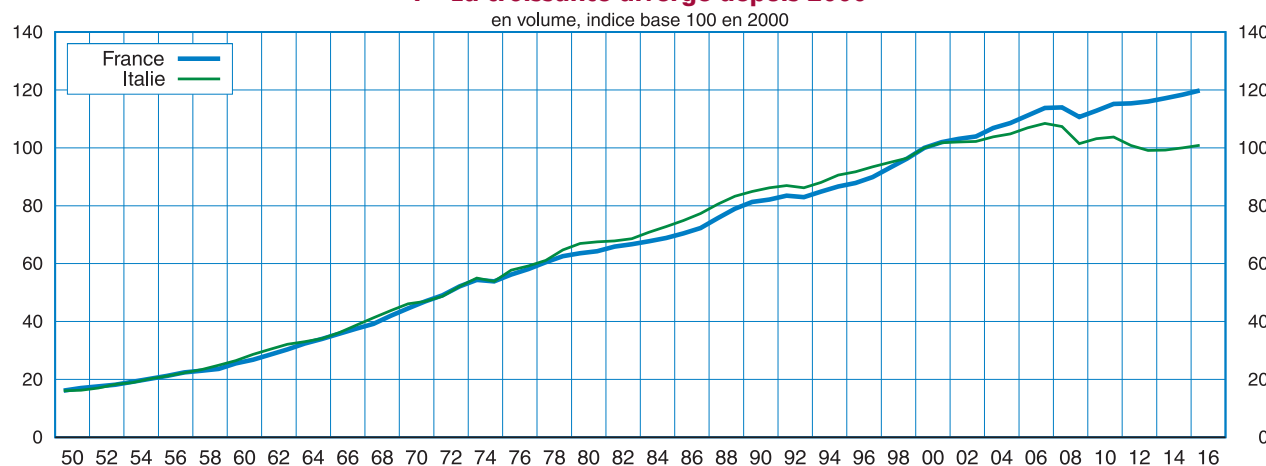
...dont les rythmes de croissance ont nettement divergé depuis 2000...

En revanche, depuis 2000, bien que les cycles conjoncturels restent communs entre les deux pays (Guillet et Lalande, 2017), la croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) est devenue significativement plus faible en Italie, où elle a atteint +0,3 % en moyenne entre 2000 et 2016, tandis qu'elle s'est nettement moins infléchi en France (+1,3 % en moyenne par an, [graphique 1](#)). Ainsi, le différentiel de croissance a atteint +1,0 point en moyenne par an en faveur de l'économie française depuis 2000, alors que les rythmes de croissance étaient auparavant très comparables.

... malgré une structure productive comparable

La structure productive, c'est-à-dire la composition de la valeur ajoutée par branche d'activité, est relativement similaire d'un pays à l'autre ([tableau 1](#)).

1 - La croissance diverge depuis 2000



Sources : Insee, Istat, rétropolation CEPII, comptes nationaux

Tableau 1 - Structure comparée de la valeur ajoutée par branche en 2000 et 2016

	2000		2016	
	France	Italie	France	Italie
Agriculture, sylviculture et pêche	2	3	1	2
Industrie	18	22	14	19
Construction	5	5	5	5
Commerce, transport, hébergement-restauration	18	22	18	21
Information-communication	5	4	5	3
Services financiers	4	5	4	5
Services immobiliers	11	10	13	14
Services aux entreprises	12	9	13	9
Services non marchands	21	16	23	17
Autres services aux ménages	3	4	3	4

Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

La structure de la demande est également proche

Le poids de l'industrie est toutefois plus important en Italie (19 % en 2016) qu'en France (14 %). À l'inverse, le poids du secteur public est plus important en France (23 % contre 18 %).

Les deux pays ont aussi une structure de demande voisine (*tableau 2*). Le poids de la consommation publique est un peu plus important en France (24 % contre 20 % en Italie en 2016), avec une composition relativement similaire.

Le poids de la consommation privée est plus important en Italie. Mais l'écart de 7 points s'est réduit à 5 points entre 2000 et 2016. La répartition des dépenses au sein de la consommation privée est elle-même assez semblable entre les deux pays, avec toutefois en Italie un poids moins important dédié au logement.

Cependant, la crise des dettes souveraines a particulièrement affecté l'investissement transalpin depuis 2011 et a accru de 2 points (en 2000) à 6 points (en 2016) l'écart entre son poids dans l'activité en France et son équivalent en Italie.

Le décrochage de la croissance italienne est commun à quasiment toutes les branches d'activité

La composition sectorielle de l'offre, très similaire entre les deux pays, contribue de façon négligeable à l'écart de croissance entre la France et l'Italie entre 2000 et 2016. Aussi, l'écart de croissance du produit intérieur brut (PIB), de 1,0 point par an en moyenne, provient de quasiment toutes les branches de l'économie (*tableau 3*).

Les causes du décrochage de la croissance italienne sont donc à rechercher dans des facteurs macroéconomiques qui concernent l'ensemble des branches.

Tableau 2 - Structure comparée de la demande en 2000 et 2016

	2000		2016	
	France	Italie	France	Italie
Consommation publique	23	19	24	20
Consommation privée	53	60	55	60
Formation brute de capital fixe	22	20	23	17
Commerce extérieur	2	1	-2	3
Total	100	100	100	100

Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

Tableau 3 - Croissance de la valeur ajoutée entre 2000 et 2016 en rythme annuel et contributions à l'écart entre la France et l'Italie

	en %		
	France	Italie	Contribution à l'écart
Agriculture, sylviculture et pêche	-0,4	-0,3	0,0
Industrie	0,9	-0,3	0,2
Construction	-0,1	-1,0	0,0
Commerce, transport, hébergement-restauration	1,3	0,3	0,2
Information-communication	4,0	2,4	0,1
Services financiers	2,4	1,6	0,0
Services immobiliers	1,5	0,6	0,1
Services aux entreprises	1,4	0,4	0,1
Services non marchands	1,0	0,2	0,2
Autres services aux ménages	1,6	0,4	0,0
Ensemble des branches	1,3	0,3	1,0

Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

La forte dégradation de la conjoncture italienne lors de la crise des dettes souveraines explique environ 0,2 point d'écart de croissance par an en moyenne depuis 2000

Côté demande, le décrochage italien concerne surtout la consommation privée de 2000 à 2010...

Entre 2000 et 2010, l'écart de croissance entre la France et l'Italie a atteint +0,8 point en moyenne par an. La consommation privée y contribue à elle seule pour +0,7 point (*tableau 4*) car elle a été moins dynamique en Italie (+0,7 % par an) qu'en France (+2,0 %). Elle a pâti de gains de pouvoir d'achat des ménages italiens très modérés sur la période (+0,4 % en moyenne par an), notamment au regard de ceux des ménages français (+2,1 %).

Cet écart de pouvoir d'achat résulte surtout d'une plus faible progression des salaires par tête et d'une inflation plus soutenue en Italie. La dynamique de l'emploi (*graphique 2*) et les autres revenus y ont relativement moins contribué (*tableau 5*).

Depuis 2011, le pouvoir d'achat des ménages a ralenti dans les deux pays, et a même reculé en Italie (*graphique 3a*). Face au recul de leur pouvoir d'achat, les ménages italiens ont nettement abaissé leur taux d'épargne (de l'ordre de 4 points), soit bien davantage qu'en France où ce taux est resté relativement stable (*graphique 3b*). Au total, la consommation privée a contribué de façon comparable à l'écart de croissance avant 2010 et depuis 2011.

...et s'est aggravé depuis 2011 du fait de l'investissement et de la consommation publique

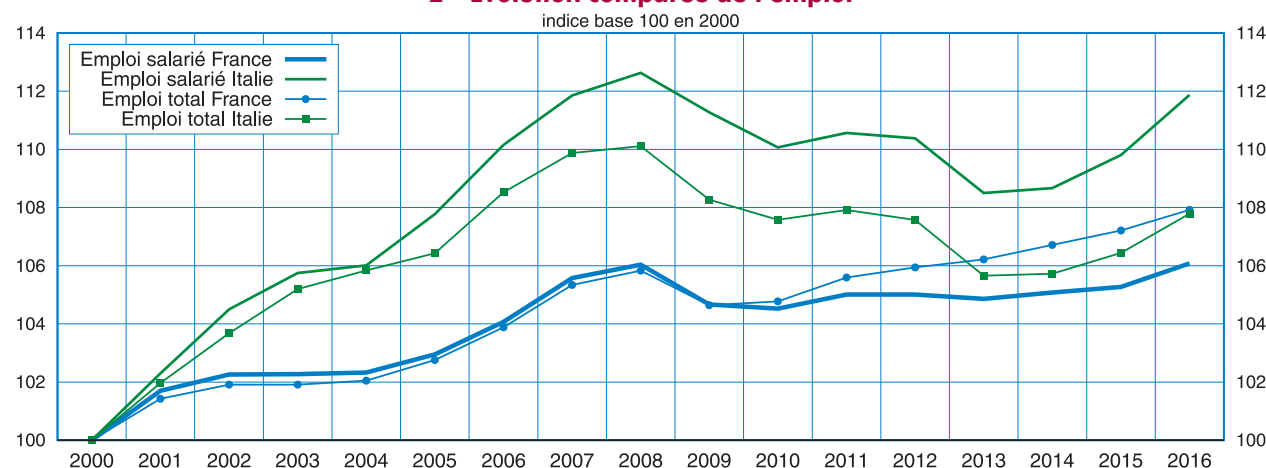
Sur la période 2011-2016, l'Italie a fortement et directement souffert de la crise des dettes souveraines : son activité a baissé de 0,4 % par an en moyenne, alors que la France a résisté, avec une croissance annuelle moyenne de +1,0 %. Le différentiel de croissance s'est ainsi creusé à +1,4 point. L'investissement en est devenu le principal contributeur, pour +1,0 point. La crise a eu un effet marqué sur l'investissement en Italie, qui a diminué de 2,7 % en moyenne par an sur la

Tableau 4 - Croissance annuelle comparée du PIB et contributions des principaux postes de la demande
en %

	2000-2010			2011-2016			2000-2016		
	France	Italie	Écart	France	Italie	Écart	France	Italie	Écart
Produit intérieur brut	1,5	0,6	0,8	1,0	-0,4	1,4	1,3	0,3	1,0
Consommation publique	0,4	0,2	0,2	0,3	-0,1	0,5	0,4	0,1	0,3
Consommation privée	1,1	0,4	0,7	0,5	-0,3	0,8	0,9	0,1	0,7
Investissement et stocks	0,3	0,1	0,2	0,5	-0,6	1,0	0,4	-0,1	0,5
Construction	0,2	0,1	0,1	-0,1	-0,4	0,4	0,1	-0,1	0,2
Autres	0,1	0,1	0,0	0,5	-0,2	0,7	0,3	0,0	0,3
Commerce extérieur	-0,3	-0,2	-0,1	-0,2	0,7	-0,9	-0,3	0,2	-0,4

Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

2 - Évolution comparée de l'emploi



Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

période. En particulier, l'investissement en biens d'équipement s'est contracté de 1,5 % par an en moyenne entre 2011 et 2016 malgré un redémarrage en fin de période, alors qu'il a crû dans le même temps de 1,6 % en France.

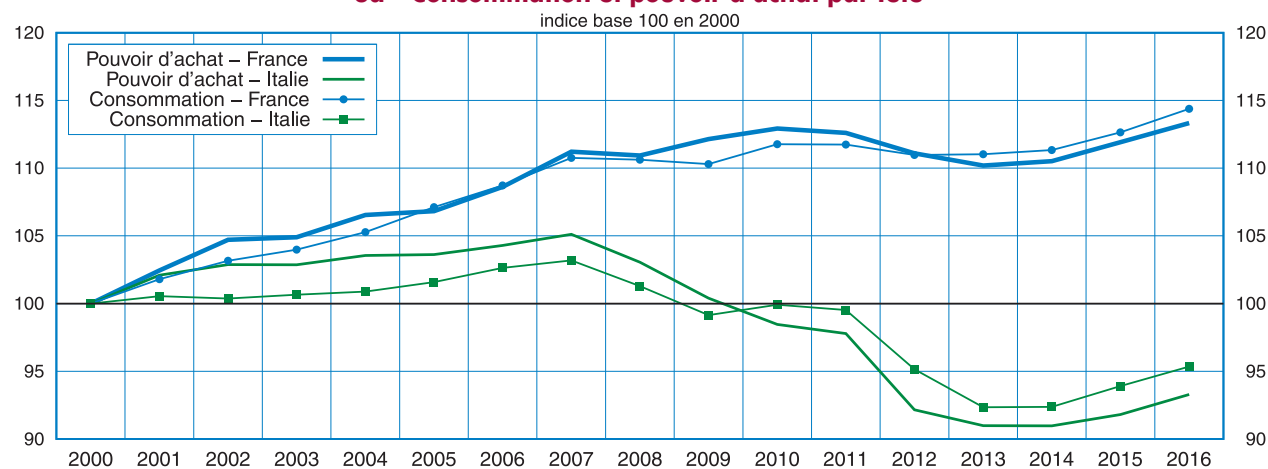
Ainsi, fin 2016, il a retrouvé en France son niveau d'avant la crise de 2008-2009, alors qu'il est encore inférieur de 20 % au niveau d'avant-crise en Italie (*graphiques 4a et 4b*). Par ailleurs, l'investissement en construction a chuté en Italie, de 4,6 % en moyenne par an depuis 2011, soit bien davantage qu'en France (-0,4 %). Le fort repli de l'investissement tient surtout aux conditions de financement qui se sont nettement dégradées en Italie (*encadré 1* et Fortin et al., 2015).

Tableau 5 - Croissance comparée du pouvoir d'achat et contributions des principaux postes
en %

	2000-2010			2011-2016			2000-2016		
	France	Italie	Écart	France	Italie	Écart	France	Italie	Écart
Pouvoir d'achat	2,1	0,4	1,7	0,3	-1,1	1,4	1,5	-0,1	1,6
Revenu disponible brut	3,6	2,7	0,9	1,0	0,3	0,8	2,8	1,9	0,9
dont emploi total	0,5	0,5	-0,1	0,3	0,0	0,3	0,4	0,4	0,1
dont revenu d'activité par tête	1,9	1,4	0,5	0,7	0,4	0,3	1,5	1,0	0,5
dont autres revenus	0,8	0,5	0,3	0,2	-0,1	0,3	0,5	0,3	0,3
dont prestations	1,3	1,1	0,2	0,8	0,6	0,2	1,1	0,9	0,2
dont prélèvements fiscaux et sociaux	-0,8	-0,8	0,0	-1,0	-0,4	-0,6	-0,9	-0,6	-0,2
Inflation	-1,6	-2,3	0,7	-0,8	-1,4	0,6	-1,3	-2,0	0,7

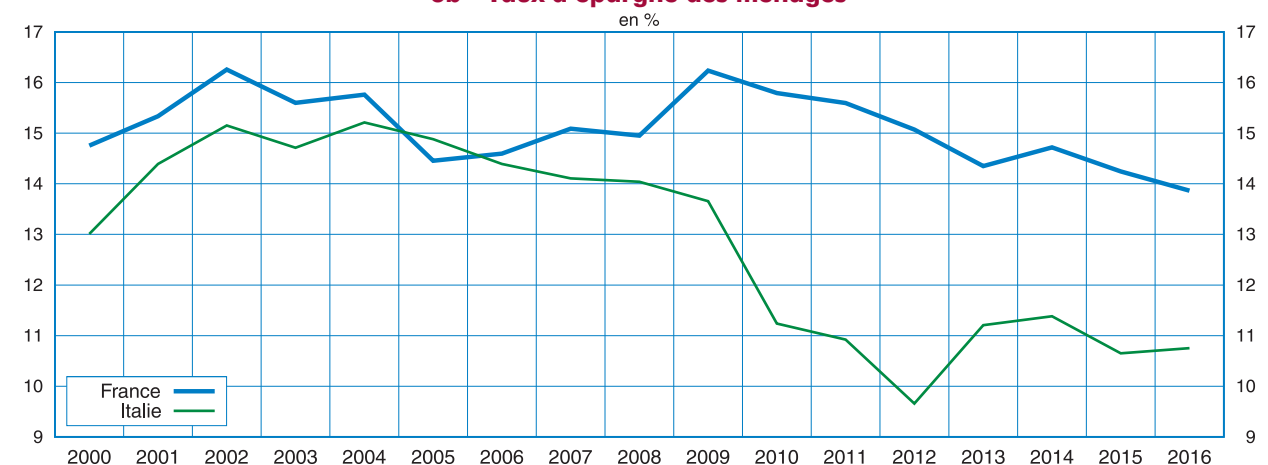
Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

3a - Consommation et pouvoir d'achat par tête



Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

3b - Taux d'épargne des ménages



Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

Un solde commercial qui s'est amélioré depuis 2011 en Italie du fait de la faiblesse de la demande intérieure

La consommation publique s'est également contractée en Italie (-0,7 % en moyenne par an depuis 2011, contre +1,2 % entre 2000 et 2010). En revanche, elle a continué de croître régulièrement en France (+1,3 % après +1,6 %). La consommation publique contribue ainsi pour +0,5 point à l'écart de croissance depuis 2011, soit bien plus qu'entre 2000 et 2010 (+0,2 point).

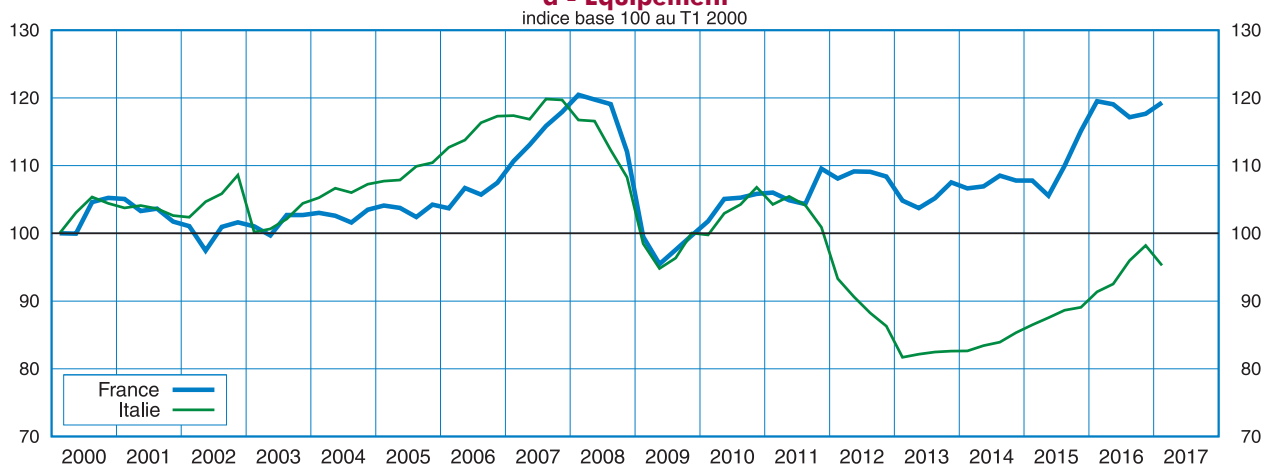
De 2000 à 2010, les contributions du commerce extérieur à la croissance du PIB ont été négatives dans les deux pays, et d'ampleurs relativement comparables. Leurs performances à l'exportation ont baissé de façon similaire sur cette période, avant de stabiliser depuis 2011. En revanche, le solde du commerce extérieur s'est amélioré en Italie entre 2011 et 2016, contrairement à la France. La hausse des importations a été en effet très modérée : +0,3 % en moyenne par année, contre +3,7 % en France (graphique 5). Le commerce extérieur a ainsi réduit l'écart de croissance de 0,9 point en moyenne par an en faveur de l'Italie depuis 2011.

Cela traduit davantage l'atonie conjoncturelle de l'Italie sur cette période, notamment via le recul de l'investissement privé, que la bonne performance de l'économie transalpine à l'exportation : les ventes à l'étranger y ont évolué comme en France.

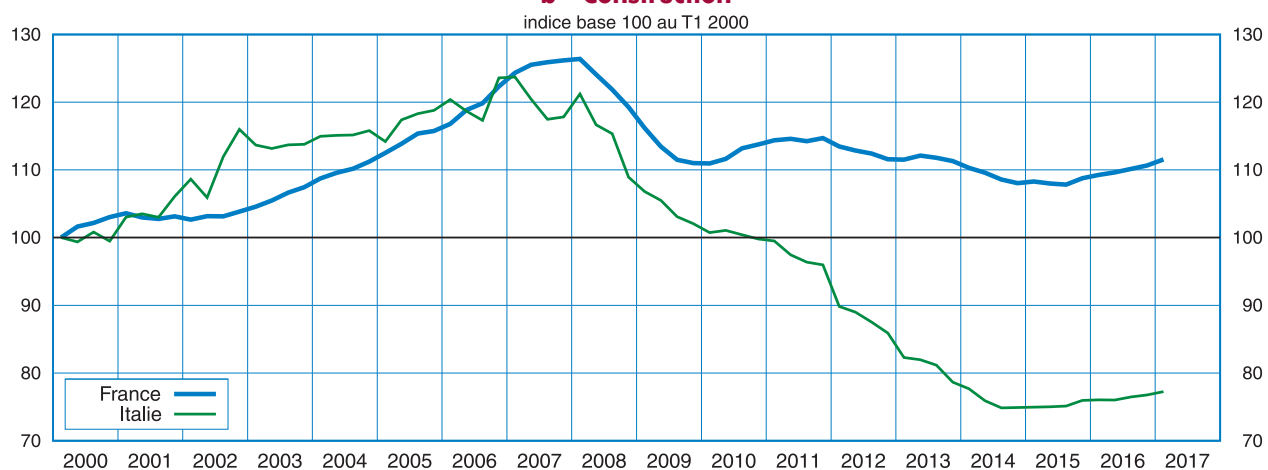
L'écart de production (output gap) s'est ainsi nettement plus dégradé en Italie

Une partie de l'écart de croissance du PIB entre 2000 et 2016 est donc liée à des facteurs conjoncturels. Pour distinguer ces facteurs, on peut noter que l'écart de croissance est « seulement » de +0,8 point par an sur la période 2000-2010, mais s'accroît à +1,0 point par an si on considère l'ensemble de la période 2000-2016, la crise des dettes souveraines ayant eu un impact nettement plus fort en Italie. Cet écart de 0,2 point peut constituer une première mesure du différentiel conjoncturel entre les deux pays.

4 - Formation brute de capital fixe a - Équipement



b - Construction



Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

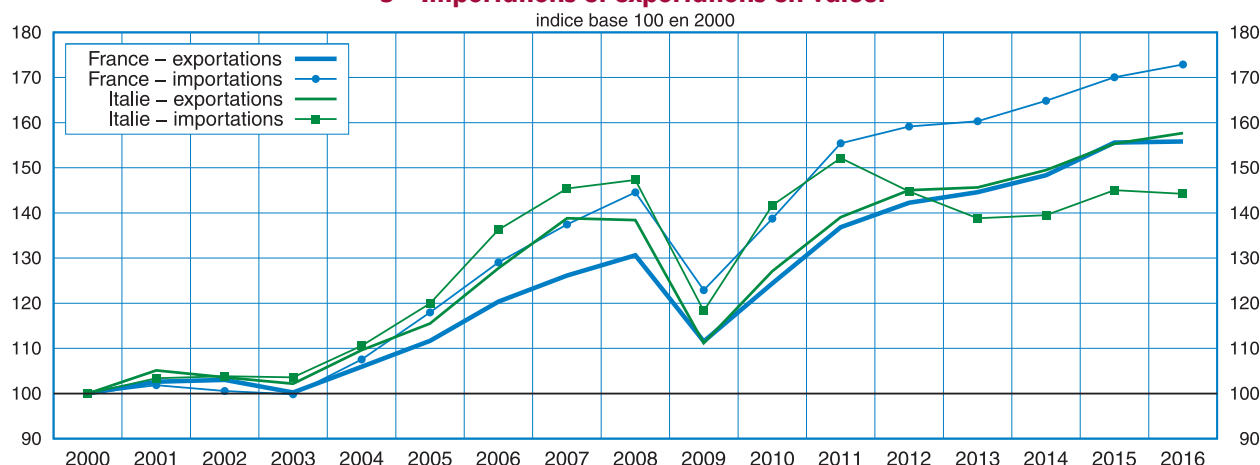
Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

Cet effet peut également être évalué via l'écart de production (*output gap*), qui reflète la position de chaque économie dans son cycle. L'écart de production est le différentiel entre le niveau d'activité réelle du pays et son niveau potentiel, c'est-à-dire celui qu'il atteindrait si les facteurs de production étaient utilisés sans créer de tensions inflationnistes. Ce potentiel, qui n'est pas directement observable, est estimé à l'aide de modèles économétriques. Selon les estimations de l'OCDE, au début des années 2000, la France et l'Italie se situaient en phase favorable, au-dessus de leur potentiel.

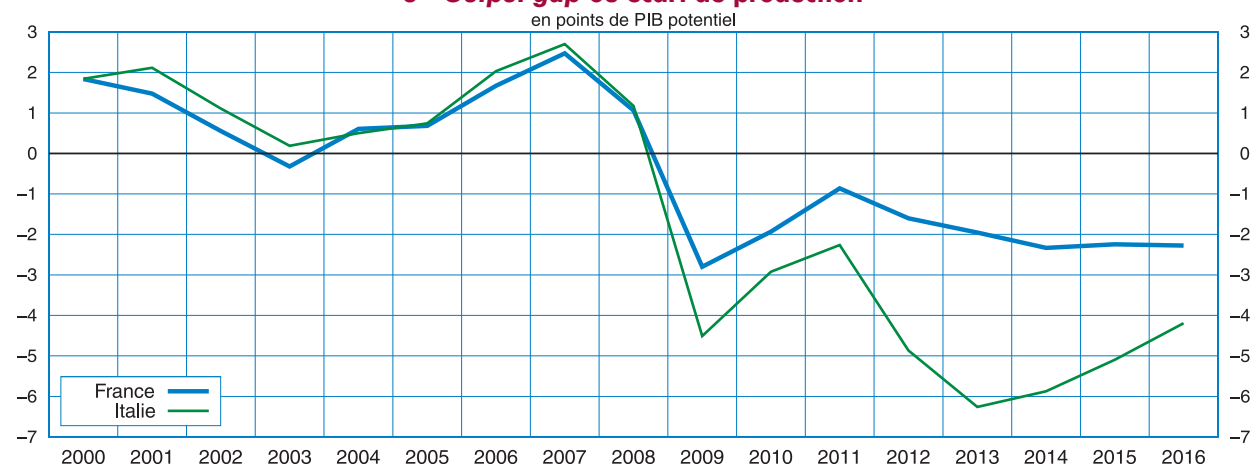
L'écart de production était positif et comparable pour les deux pays (*graphique 6*). Ils ont été affectés par la crise de 2008, mais l'Italie a ensuite bien plus pâti de la crise des dettes souveraines entre 2011 et 2013. L'écart de production s'est ainsi plus fortement creusé en Italie qu'en France. Malgré une reprise de l'activité depuis 2014, l'écart de production est resté en 2016 plus négatif en Italie qu'en France. Le différentiel des écarts de production estimé par l'OCDE est ainsi de 2 points en 2016. Comparé à la situation de 2000, cela a contribué à un différentiel de croissance de 0,1 point en moyenne par an entre les deux pays.

Les deux mesures de ce différentiel de conjoncture indiquent ainsi que l'impact dissemblable de la crise des dettes souveraines a contribué à un écart de croissance annuelle moyenne de l'ordre de +0,2 point entre la France et l'Italie sur la période 2000-2016, concentré sur la période 2011-2013. Corrigée des effets conjoncturels, la différence de croissance entre la France et l'Italie reste de +0,8 point par an.

5 - Importations et exportations en valeur



6 - Output gap ou écart de production



Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

Encadré 1 - La crise des dettes souveraines en Italie : un choc financier doublé d'une consolidation budgétaire très marquée

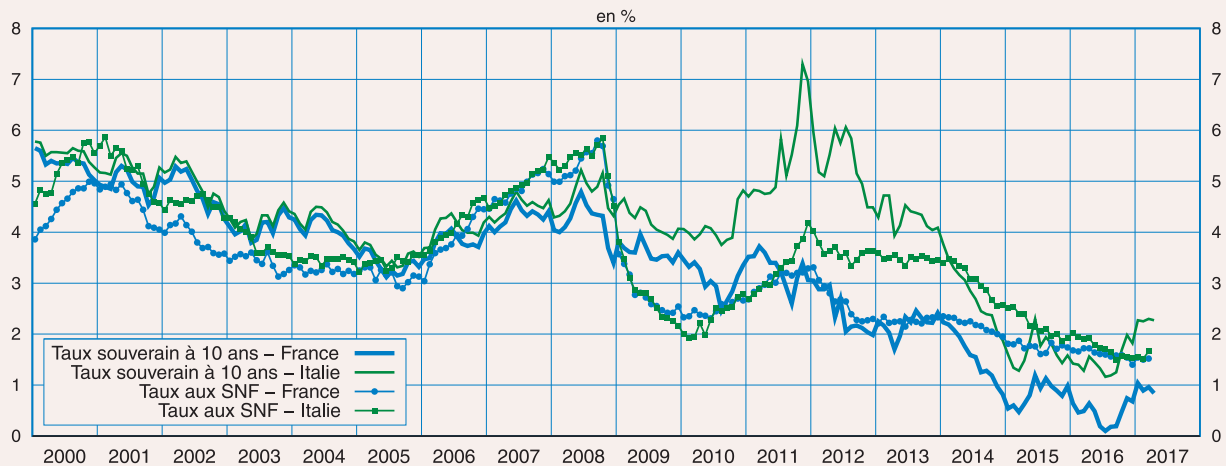
La crise des pays du sud de la zone euro a clairement différencié les économies italienne et française. En novembre 2011, les taux souverains se sont redressés violemment en Italie (*graphique 1*), alors que les titres français ont au contraire bénéficié d'une légère baisse sous l'effet d'un mouvement de « fuite vers la qualité ».

L'envolée des taux de crédits souverains italiens a eu plusieurs conséquences. Tout d'abord, les taux privés ont fortement augmenté et les banques italiennes, qui détiennent beaucoup de titres souverains nationaux, ont sévèrement restreint leurs conditions d'offre de crédit. Le crédit aux entreprises, qui

progressait parallèlement en France et en Italie de 2004 à 2011, a décroché dans la péninsule, entraînant la baisse de leur investissement (*graphique 2*).

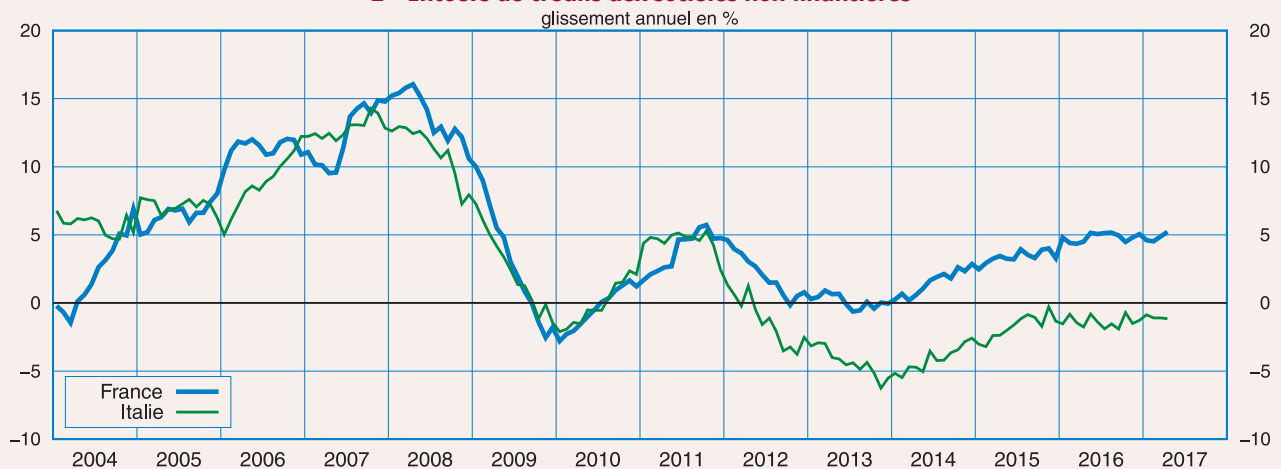
D'autre part, la forte hausse des coûts de financement public a conduit le gouvernement italien à mettre en œuvre une consolidation budgétaire marquée (*graphique 3*). En 2012 et 2013, le solde structurel italien s'est ainsi amélioré de 3,2 points, contre 1,8 point en France. Cette politique budgétaire plus restrictive explique notamment l'écart de croissance de la consommation et de l'investissement publics sur la période. ■

1 - Taux souverains



Source : Banque centrale européenne

2 - Encours de crédits aux sociétés non financières

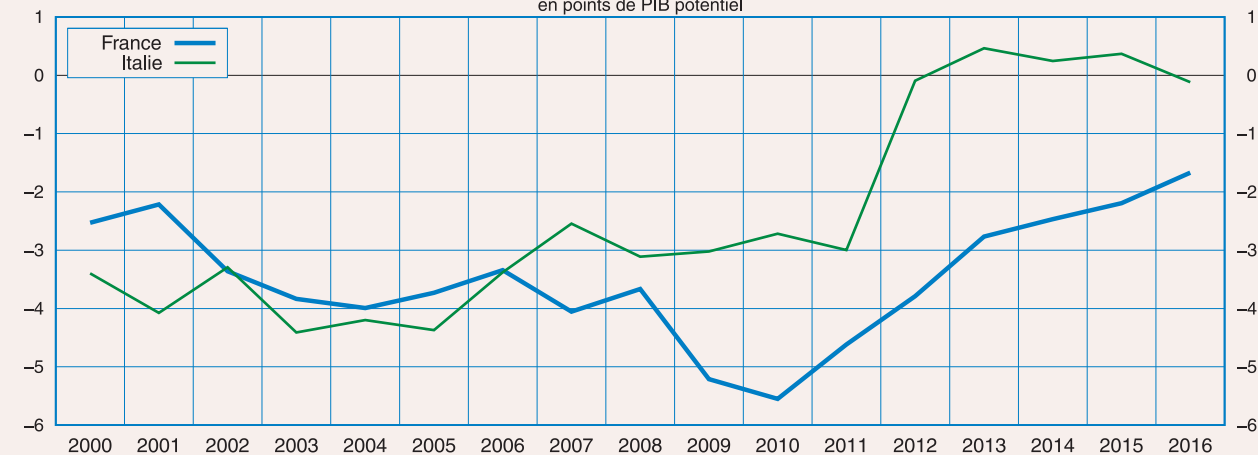


Source : Banque centrale européenne

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

3 - Solde structurel hors mesures exceptionnelles des administrations publiques

en points de PIB potentiel



Source : OCDE, prévisions pour l'année 2016

Le facteur démographique explique 0,2 point d'écart de croissance chaque année en moyenne depuis 2000

Les populations totales de la France et de l'Italie sont comparables, mais leur dynamique ne l'est pas. La population française a crû de 0,6 % par an depuis 2000. La population italienne a augmenté moins vite, de 0,4 % par an (*tableau 6*). Au total, la moindre dynamique démographique en Italie explique 0,2 point de l'écart annuel moyen de croissance constaté depuis 2000. Autrement dit, corrigé des variations de population et hors facteur conjoncturel, le diagnostic diffère assez peu : la croissance économique de la France reste plus élevée que celle de l'Italie depuis 2000, de l'ordre de 0,6 point de PIB chaque année. De plus, le facteur démographique ne permet pas de comprendre la rupture depuis 2000. En effet, entre 1975 et 2000, l'écart de croissance démographique annuelle moyenne était déjà plus important : +0,5 % en France contre +0,1 % en Italie.

Tableau 6 - Effets démographiques et croissance du PIB entre 2000 et 2016

évolutions en %, écarts en points

		Croissance cumulée	Croissance annuelle moyenne
Évolution du PIB	France	24,4	1,29
	Italie	4,6	0,26
	Écart (1)	19,8	1,03
Évolution du PIB par habitant	France	12,8	0,71
	Italie	-1,8	-0,11
	Écart (2)	14,6	0,82
Contribution de la démographie	(1)-(2)	5,2	0,21

Sources : Insee, Istat

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

Des différences méthodologiques expliqueraient environ 0,2 point de croissance par an

Mesurer l'activité en volume nécessite de prendre en compte les effets qualité

Afin d'estimer la croissance réelle de l'activité d'un pays, il convient de neutraliser ce qui relève de la hausse des prix dans l'évolution des montants en euros. Cela suppose de mesurer la variation de prix de produits identiques, c'est-à-dire à qualité constante. En pratique, ce traitement s'avère assez délicat car les caractéristiques des produits changent fréquemment : de nouveaux produits se créent ou s'améliorent tandis que d'autres disparaissent. En particulier, les produits technologiques tels que les téléviseurs, les ordinateurs, les appareils ménagers, les téléphones, les automobiles, etc. bénéficient fréquemment d'innovations leur permettant de monter en gamme. Il n'est pas aisé pour ces types de produit de différencier, par exemple dans l'évolution des dépenses des ménages en euros courants en téléviseurs, ce qui relève d'une pure variation de prix de ce qui relève d'une évolution des caractéristiques du produit ou autrement dit d'un « effet qualité ». Différentes méthodes de traitement existent, présentant chacune des avantages et des inconvénients et aucune n'étant nettement préférable aux autres (Caillaud *et al.*, 1998, présentent ces méthodes dans le cas français).

L'estimation des effets qualité peut différer d'un pays à l'autre

Au niveau européen, les principes d'harmonisation des indices des prix à la consommation cherchent à encadrer ces pratiques. Toutefois, les méthodes utilisées pour tenir compte des effets qualité peuvent varier d'un pays à l'autre. Il en résulte parfois une différence dans la manière de calculer les volumes d'activité. Cette conséquence n'est pas systématique. D'une part, une différence de mesure dans l'indice des prix à la consommation n'implique pas forcément une différence dans la mesure des volumes d'activité : les comptes nationaux peuvent par exemple directement privilégier des indicateurs de volumes. D'autre part, le partage volume-prix des produits essentiellement importés n'a qu'une influence indirecte sur celui de l'activité économique.

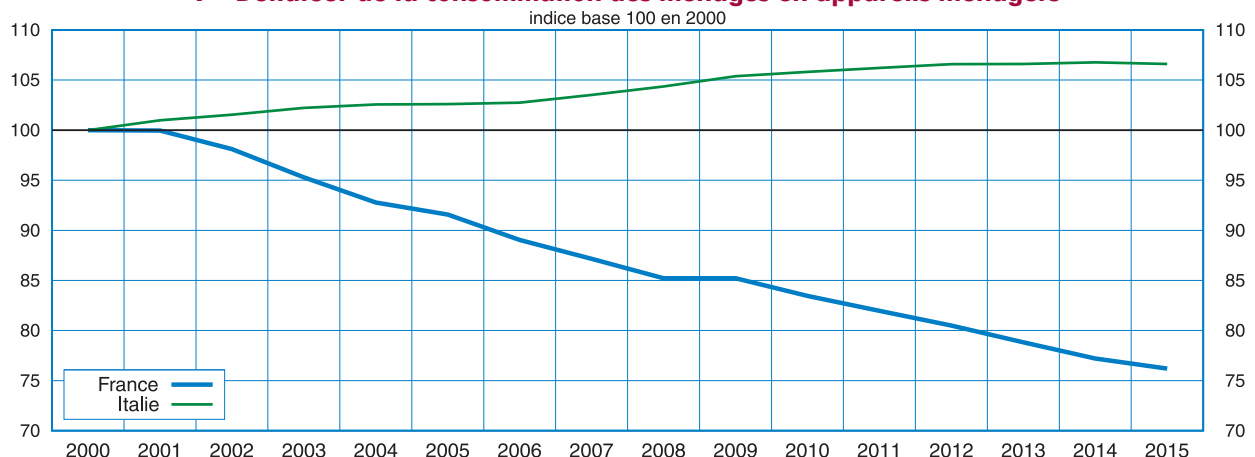
L'écart de croissance en valeur entre la France et l'Italie est plus réduit

Concernant la France et l'Italie, l'écart de croissance du PIB en volume est de +1,0 point en moyenne par an depuis 2000, tandis qu'il n'est que de +0,6 point sur les données en valeur. Autrement dit, la contribution du déflateur à l'écart de croissance est d'environ +0,4 point par an, la croissance des prix transalpine étant estimée plus forte.

L'estimation des effets qualité paraît clairement différente pour certains postes de la consommation

Les méthodes françaises et italiennes de mesure des prix, et donc de l'ajustement de l'effet qualité, diffèrent manifestement pour certains postes de la consommation des ménages. C'est particulièrement le cas pour les appareils ménagers : l'indice de prix de ces produits a augmenté en moyenne annuelle de 0,4 % depuis 2000 pour l'Italie, tandis qu'il a diminué de 1,8 % en France (*graphique 7*), alors qu'il s'agit de produits majoritairement échangés à l'échelle internationale et dont l'évolution des prix devrait être relativement proche puisque exprimés dans la même monnaie.

7 - Déflateur de la consommation des ménages en appareils ménagers



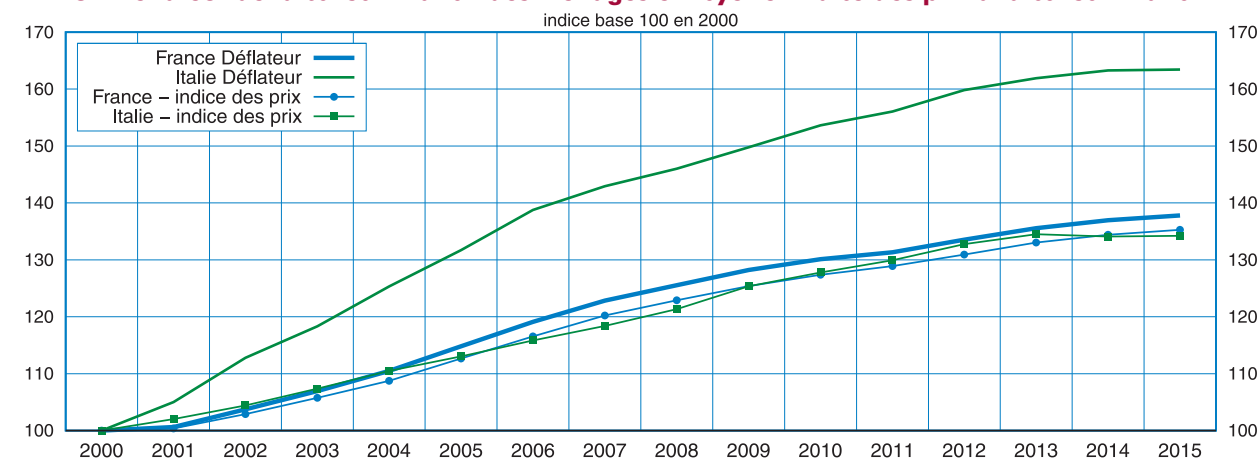
Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

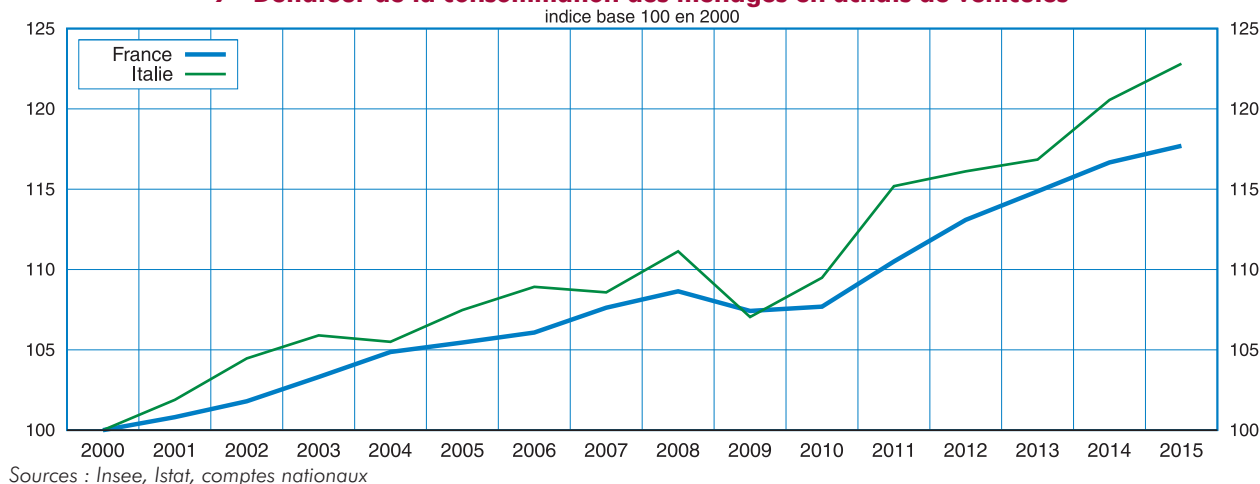
Pour ce poste, l'ajustement de l'effet qualité apparaît donc plus favorable à l'évolution des volumes dans le cas français que dans le cas italien. Des différences de traitement similaires se retrouvent pour d'autres biens, comme les matériels d'outillage ou les appareils et accessoires culturels ou pour certains services. Notamment, pour les loyers (réels ou imputés), la méthode employée apparaît également différente entre les deux pays. Dans les comptes nationaux français, l'indice des prix à la consommation est retenu comme indicateur et le déflateur de la consommation n'en diffère quasiment pas. En revanche dans les comptes nationaux italiens, l'indice de prix utilisé est déterminé à partir de l'enquête « Budget de famille » ; celui-ci croît nettement plus rapidement que l'indice des prix à la consommation (*graphique 8*), ce qui se traduit par une évolution des volumes moins dynamique que si l'indice des prix à la consommation avait été utilisé.

Les services de télécommunication sont un autre exemple où le traitement diverge. Dans les comptes français, les volumes consommés sont directement évalués à partir des quantités de minutes, de SMS ou MMS échangés. Cette méthode permet de bien prendre en compte les progrès technologiques en matière d'échange d'information. Dans les comptes italiens, les volumes sont déduits de l'évolution en valeur à partir des recettes des opérateurs et de l'évolution des prix et forfaits de téléphonie mesurée dans l'indice des prix à la consommation (Istat, 2012). Il en résulte une différence sur la mesure de la croissance des volumes, qui aurait été moins dynamique si les comptes nationaux français étaient établis avec une méthode analogue à celle des comptes italiens. Cependant, pour d'autres produits à changement de qualité fréquent, comme les automobiles, les évolutions des déflateurs et donc les ajustements de l'effet qualité sont proches entre les deux pays (*graphique 9*).

8 - Déflateur de la consommation des ménages en loyer et indice des prix à la consommation



9 - Déflateur de la consommation des ménages en achats de véhicules



Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

Le traitement des effets qualité se répercute aussi sur la mesure de l'investissement

Des différences de méthodes pour mesurer les effets qualité semblent également se refléter dans certains postes de l'investissement. C'est en particulier le cas pour les investissements en équipements technologiques : entre 2000 et 2016, la croissance en valeur de ce poste a été voisine dans les deux pays, mais celle en volume a été nettement plus dynamique en France qu'en Italie, en particulier à partir de 2011 (*graphique 10*). Une telle disparité du partage volume-prix sur ce type d'investissement est l'un des facteurs d'écarts de croissance entre les différents pays de l'OCDE (Ahmad *et al.*, 2017) ; l'évolution des prix depuis 2000 en France se situe entre celle des comptes italiens et celles des pays anglo-saxons où ils ont bien plus nettement baissé.

De même, le partage volume-prix de l'investissement en logiciels et bases de données semble plus favorable à la croissance mesurée en France qu'en Italie (*graphique 11*).

L'analyse des tendances de la productivité depuis 2000 conduit également à soupçonner des différences de mesure d'une économie à l'autre

Pour l'ensemble de l'économie, le décrochage de la croissance depuis 2000 en Italie par rapport à la France, alors que l'emploi a augmenté de manière bien plus homogène entre les deux pays (*graphique 12*), se traduit par un net décrochage de la productivité. Celui-ci se concentre sur quelques branches (*tableau 7*). Les gains de productivité sont plus élevés en France qu'en Italie de 1,0 point en moyenne par an. Les principales contributions proviennent de l'industrie (+0,3 point), du commerce, transport et hébergement-restauration (+0,2 point), des services aux entreprises (+0,2 point), enfin de l'information-communication (+0,1 point). En revanche, dans la construction, la productivité a nettement baissé et de façon similaire entre les deux pays.

10 - Investissement en équipement de technologie de l'information et de la communication, en valeur et en volume

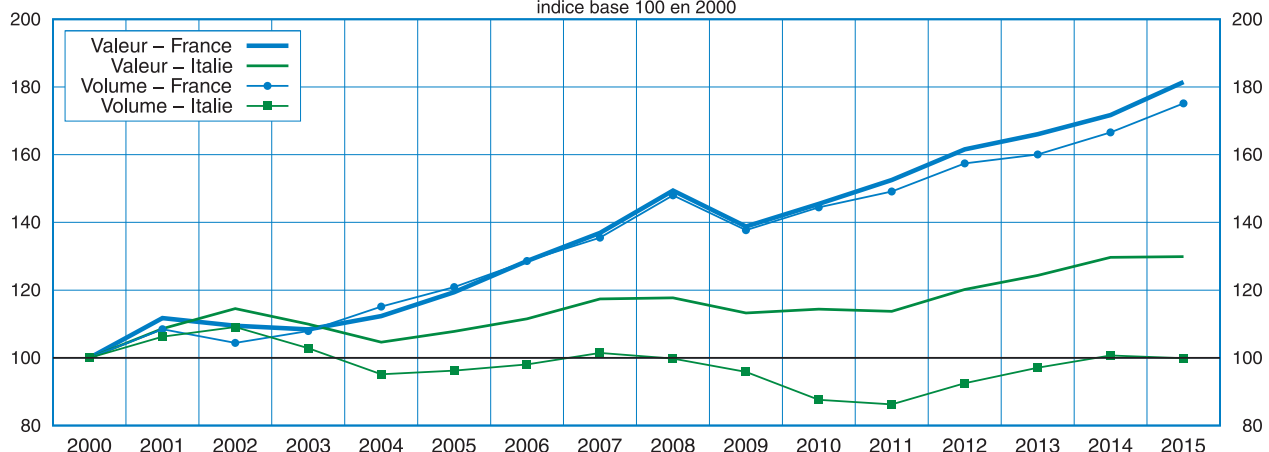
indice base 100 en 2000



Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

11 - Investissement en logiciels et bases de données, en valeur et en volume

indice base 100 en 2000



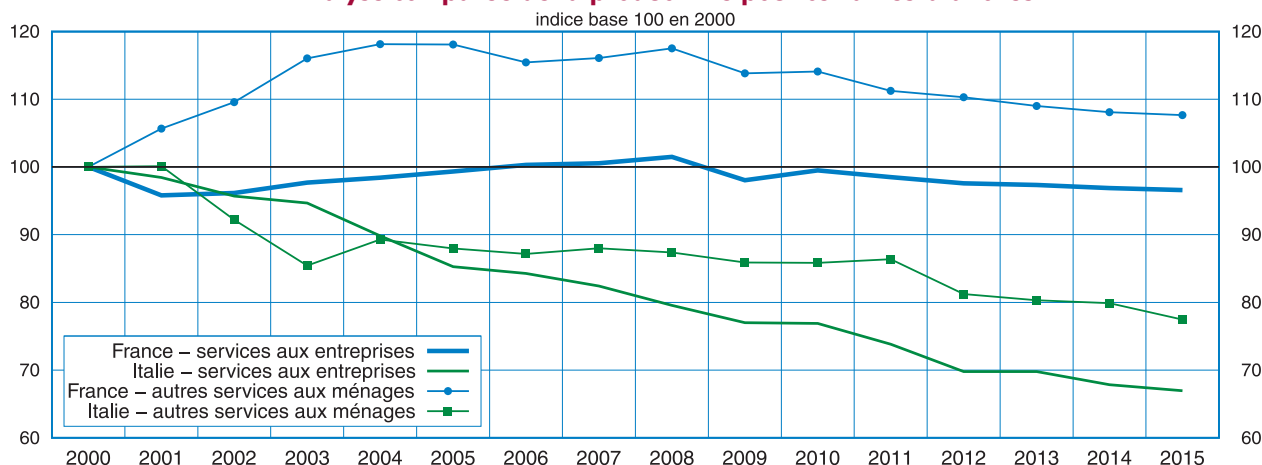
Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

Dans les différentes branches, les différentiels de productivité proviennent pour partie des écarts identifiés sur les déflateurs de consommation ou d'investissement. Ainsi, les écarts de mesure sur les effets qualité des produits électroniques se retrouvent en partie côté offre sur les marges de commerce, dont le partage volume-prix suit celui de la consommation. Enfin, l'écart constaté sur l'information-communication provient pour moitié de la différence de concept sur les prix de services de téléphonie.

Pour d'autres branches, le recul de la productivité en Italie interpelle même si aucune différence de mesure ne peut être mise en évidence aisément. C'est notamment le cas dans les services aux entreprises où l'écart de productivité culmine : alors que la productivité y a été globalement stable en France entre 2000 et 2016, elle a dans le même temps baissé continûment et fortement (-2,4 % en rythme annuel) en Italie selon les données publiées. Dans une moindre mesure dans les « autres services aux ménages », la productivité a reculé de 1,5 % en rythme annuel depuis 2000 en Italie alors qu'elle a modérément progressé en France (+0,7 % par an). Ce constat est identique lorsque l'analyse est menée sous l'angle de la productivité horaire.

12 - Analyse comparée de la productivité pour certaines branches



Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

Tableau 7 - Évolution en rythme annuel de la productivité du travail par branche entre 2000 et 2016 et contributions à l'écart

	en %		
	France	Italie	Contributions à l'écart
Agriculture, sylviculture et pêche	1,0	0,7	0,0
Industrie	2,3	0,7	0,3
Construction	-1,3	-1,2	0,0
Commerce, transport, hébergement-restauration	0,5	-0,5	0,2
Information-communication	2,8	1,4	0,1
Services financiers	1,6	1,3	0,0
Services aux entreprises	-0,5	-2,4	0,2
Services non marchands	0,4	-0,1	0,1
Autres services aux ménages	0,7	-1,5	0,1
Total (hors activités immobilières)	0,7	-0,3	1,0

Note : la productivité est ici mesurée comme le rapport entre la valeur ajoutée en volume et l'emploi en personnes physiques.

Sources : Insee, Istat, comptes nationaux

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

Au total, les écarts de méthodes expliqueraient 0,2 point de l'écart de croissance depuis 2000

Au total, les différences méthodologiques identifiées sur la mesure de l'activité contribuent à l'écart de croissance entre la France et l'Italie. C'est notamment le cas pour les produits à fort contenu technologique, qui bénéficient le plus souvent d'innovations et dont la consommation se développe. En cumulant les postes de consommation et d'investissement pour lesquels un fort écart de déflateur semble clairement indiquer une différence de méthode dans la mesure de l'effet qualité, et en tenant compte de leur contenu en importations, les différences méthodologiques sur la mesure de l'activité contribueraient pour environ 0,2 point à la moindre croissance annuelle de l'Italie depuis 2000 (*tableau 8*).

Le décrochage pourrait aussi être lié à des facteurs structurels difficiles à quantifier

Les facteurs démographiques, conjoncturels et méthodologiques repérés permettent donc d'expliquer environ la moitié de l'écart de croissance apparu depuis 2000 entre la France et l'Italie : 0,6 point par an sur un total de 1,0 point par an en moyenne. Dans la littérature économique (Mrabet (2016), Mody et Riley (2014), Calligaris et al. (2016)), d'autres facteurs ont été avancés pour expliquer le décrochage italien : la faiblesse du taux de recherche et développement en Italie (*graphique 13*), celle plus généralement du taux d'investissement productif, la moindre qualification de la population active, les rigidités du marché du travail qui limiteraient notamment l'insertion des jeunes et donc l'utilisation efficace du capital humain, la faible concurrence sur certains marchés de biens et services qui limiterait l'innovation, la structure familiale du capitalisme transalpin, les inégalités régionales spécifiques à la péninsule, la mauvaise allocation croissante du capital ou bien encore l'affaiblissement des institutions et l'augmentation de la corruption.

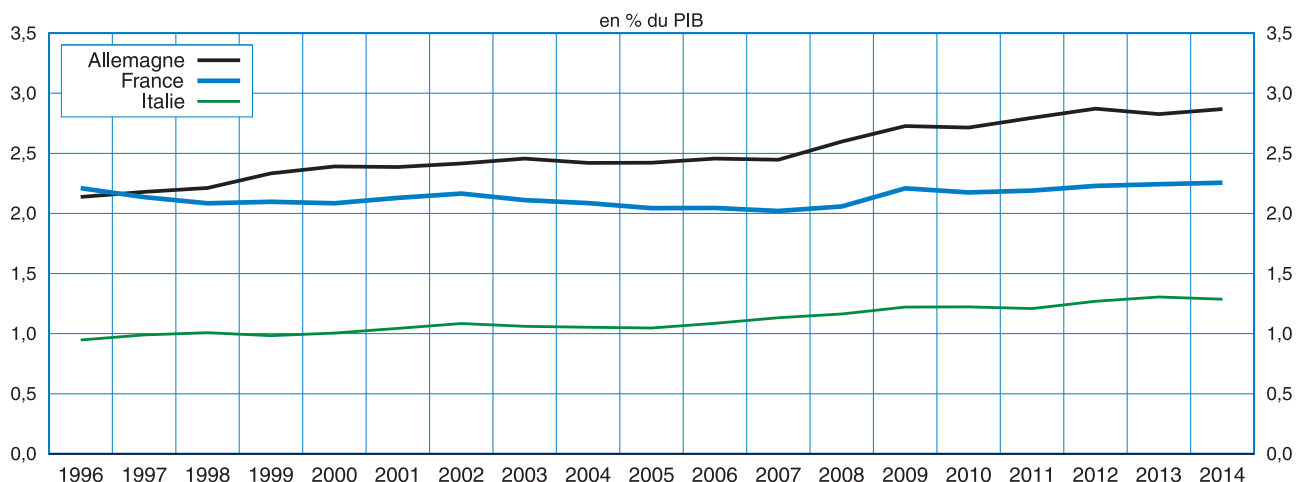
Tableau 8 - Écarts de croissance attribuables à des différences de méthodes
en points de PIB

	2000-2010	2011-2015	2000-2015
Consommation de biens	0,04	0,01	0,03
Consommation de services	0,16	0,09	0,14
Investissement	0,08	0,03	0,05
Total	0,28	0,13	0,22

Lecture : les différences de méthodes sur la mesure des effets qualité sur la consommation de services contribuent pour 0,14 point à l'écart de croissance annuelle entre la France et l'Italie, entre 2000 et 2015.

Sources : Insee, Istat, comptes nationaux, calculs des auteurs

13 - Taux de recherche et développement (R&D)



Source : Banque mondiale

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

Cependant, la plupart de ces facteurs, d'ordre structurel, sont très difficiles à quantifier. Par ailleurs, ils ne peuvent rendre compte de l'ampleur du décrochage à la fois dans le temps – avant et après 2000 – et dans l'espace, relativement à la France notamment. Par exemple, le taux de recherche et développement est certes plus faible que dans le reste de l'Europe mais il l'était déjà dans les années 1990, sans écart apparent de croissance et a même davantage augmenté depuis 2000 en Italie qu'en France. Aussi, le taux de diplômés de l'enseignement supérieur augmente plus nettement en Italie que dans le reste de l'Europe (Gros, 2011). Par ailleurs, le taux d'investissement productif transalpin est resté proche de celui des entreprises françaises jusqu'en 2010 et n'a décroché qu'avec la crise des dettes souveraines. Enfin, les disparités régionales ne semblent pas particulièrement la cause du décrochage (*encadré 2*). Concernant les rigidités du marché du travail, Hassan et Ottaviano (2013) montrent, à partir des données de l'OCDE sur la protection dans l'emploi, que l'Italie a davantage assoupli son marché que la France et l'Allemagne de 2000 à 2007.

En revanche, s'agissant de la mauvaise allocation du capital, Calligaris *et al.* montrent une très forte hausse de la mauvaise allocation du capital en Italie depuis 20 ans : au sein de chaque industrie, la variance des productivités par tête par firme s'est fortement accrue. Les auteurs calculent une contribution potentiellement majeure de ce facteur, de l'ordre de 20 % à 60 % de perte de productivité selon les branches. Concernant la qualité des institutions, Gros (2011) met en évidence, sans en quantifier les conséquences, la très forte dégradation de la note de l'Italie depuis 2000 dans différents classements relatifs aux respects des lois, à l'efficacité du gouvernement et à la corruption.

Toutefois, même si ces différents facteurs structurels perdurent, l'écart de croissance s'est nettement réduit en 2015 et 2016 et devrait être encore modéré en 2017 au regard des quinze années précédentes (+1,3 % attendus en Italie contre +1,6 % en France dans cette *Note de conjoncture*) : l'*output gap* transalpin étant encore plus prononcé, l'Italie bénéficie en effet d'une amélioration plus rapide de sa situation conjoncturelle. ■

Bibliographie

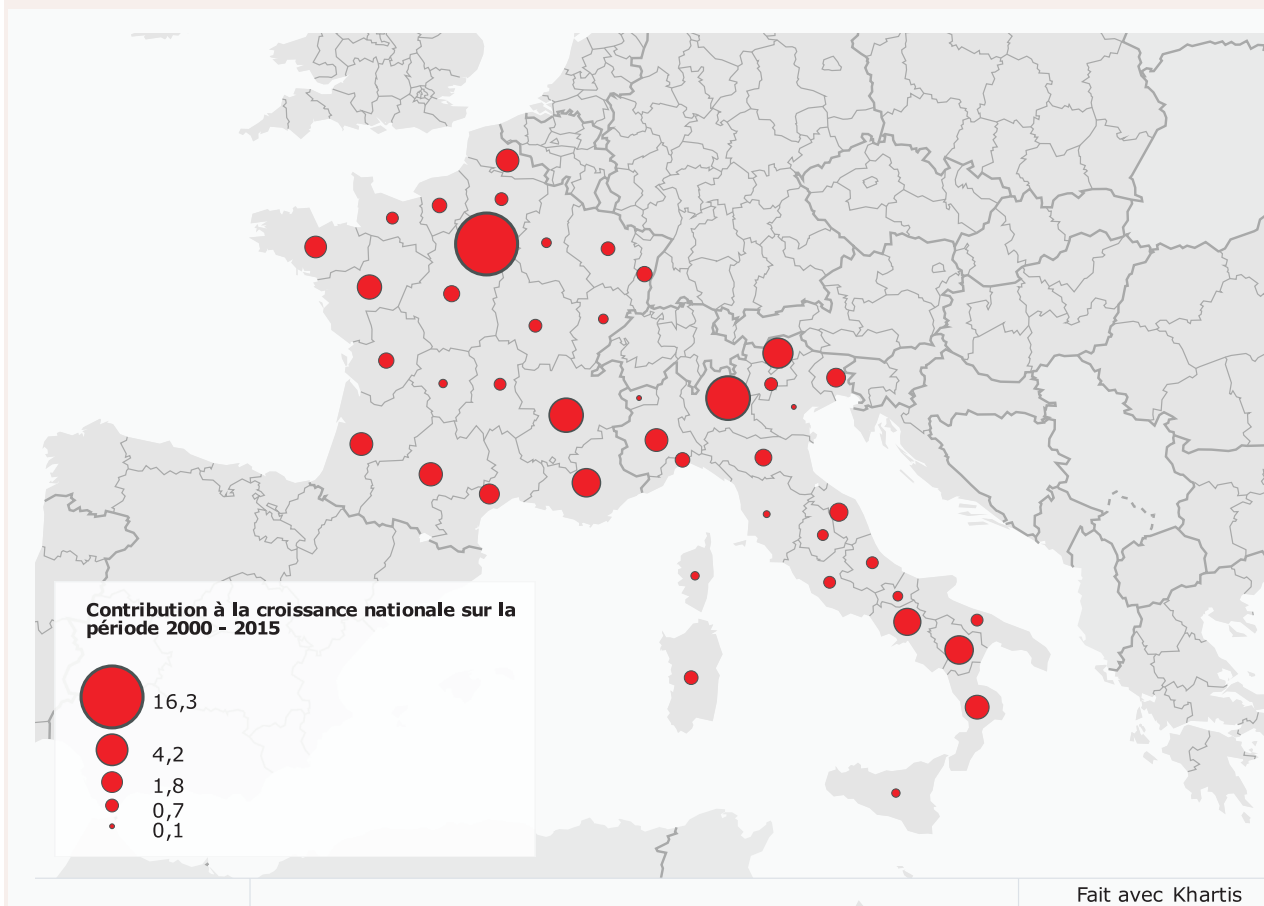
- Ahmad N., Reinsdorf M. et Ribarsky J.**, « Can potential mismeasurement of the digital economy explain the post crisis slowdown in GDP and productivity growth ? », *OECD statistical working papers series*, à paraître.
- Bessone A.-J., Broin M., Hassan M., Leclair M. et Mahieu R.** (2014), « Les comptes nationaux passent en base 2010 », *Insee Références : L'Économie française - comptes et dossiers* - édition 2014, p. 49-67.
- Caillaud A.** (1998), « Pour comprendre l'indice des prix », *Insee méthodes*, décembre, n° 81-82.
- Calligaris S., Del Gatto M., Hassan F., Ottaviano G. I. P. et Schivardi F.** (2016), « Italy's productivity conundrum. A study on resource misallocation in Italy », European Commission, *European Economy Discussion Paper* n° 30.
- Fortin A., Giraud C.-J. et Lalande É.** (2015), « Le financement des entreprises, clé des divergences d'investissement entre Italie et Espagne », *Note de conjoncture*, Insee, décembre, p. 21-40.
- Gros D.** (2011), « What is holding Italy back ? », *VoxEU.org*, 9 novembre.
- Guillet X. et Lalande É.** (2017), « Les cycles conjoncturels au sein de la zone euro convergent à nouveau », *Note de conjoncture*, Insee, mars, p.45-56.
- Hassan F. et Ottaviano G. I. P.** (2013), « Productivity in Italy : the great unlearning », *voxeu.org*, 30 novembre.
- Lequien M., Mauroux A. et Roucher D.** (2012), « Zone euro et États-Unis en 2011 : l'activité est freinée par les chocs », *Note de conjoncture*, Insee, juin, p. 39-52.
- Manasse P.** (2013), « The roots of the Italian stagnation », *CE PR Policy Insight* n° 66.
- Mody A. et Riley E.** (2014), « Why does Italy not grow ? », *bruegel.com*, 10 octobre.
- Mrabet H.** (2016), « Comment expliquer la faiblesse de la productivité en Italie ? », *Trésor-Éco* n° 170.
- Pinelli D., Székely I. et Varga J.** (2015), « Italy's productivity challenge », *VoxEU.org*, 22 décembre. ■

Pourquoi la croissance de l'Italie a-t-elle décroché depuis 2000 comparée à la France ?

Encadré 2 - Les disparités régionales ne semblent pas être un facteur du décrochage italien

En Italie, le PIB par habitant présente des disparités importantes selon les régions. Par exemple, le PIB par habitant dans le Mezzogiorno (18 100 € en valeur par an) est bien inférieur à celui de la Lombardie (35 700 € par an). Toutefois, les régions italiennes les moins prospères ne contribuent pas moins à la croissance du pays que les régions les moins dynamiques de France ne le font pour l'économie française. Autrement dit, en matière de contribution à la croissance, les disparités régionales italiennes sont fortes, mais pas plus qu'entre l'Île-de-France et les régions peu peuplées de l'hexagone. Cependant, l'Italie ne bénéficie pas d'une métropole de rang mondial comme Paris, qui joue un rôle de puissante locomotive pour l'économie française : plus d'un tiers de la croissance française entre 2000 et 2015 provient d'Île-de-France. ■

Contributions des régions à la croissance nationale



Source : Eurostat